

La voix de l'opposition de gauche

Le 30 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ce sera la dernière causerie du mois de mars.

Dimanche chez nous à Trichitrambalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, dans l'Etat du Tamil Nadu au sud de l'Inde.

Il fait 40°C à l'ombre, temps radieux, un peu chaud quand même, le bref hiver est terminé et la nature si généreuse, flamboyante, luxuriante, explose littéralement. On en a ainsi jusqu'au mois d'octobre, en espérant avoir un peu de pluie entre temps en mai et en juillet, qui se transformera en inondation parce que le sol sera trop sec et trop dur. Terminés les virus, place aux insulations ! Quelle vie tout de même !

Au fait, personne n'a répondu à la question que j'avais posée, elle poserait des problèmes politiques à certains ? Ici les conditions de travail et d'existence sont mille fois plus dures qu'en France et les travailleurs indiens s'y sont adaptés, et absolument rien ne permet d'envisager la moindre amélioration dans les années ou décennies à venir.

Chacun vaque à ses occupations quotidiennes et évite de penser à son destin ou à son avenir, vaut mieux pas, et puis on est déjà trop accaparé par notre propre survie pour être voué à une précarité généralisée, la politique se réduit à un bulletin de vote (obligatoire) pour un des partis corrompus qui se relaient au pouvoir. On subit notre triste sort et la vie passe ainsi. C'est démoralisant n'est-ce pas ? Moi ce qui m'étonne, c'est que cela ne fasse même pas réagir les lecteurs. Vos conditions sont meilleures, vous vivez sur la rente de la lutte de classe du passé, mais elle s'épuise rapidement et c'est le pire qui vous attend, personne n'y échappera. Pas besoin de posséder un don pour observer que les travailleurs les mieux nantis ou les plus évolués sont aussi inconscients que les plus défavorisée ou les plus arriérés, mais cela on refuse de l'admettre en France.

Moi parfois cela me porte sur les nerfs parce que je partage le lot des travailleurs indiens, et si nombreux sont ceux qui ont un revenu supérieur au mien, on supporte tous les conséquences des conditions que le régime semi-féodal-ultra libéral nous impose, là non plus, personne n'y échappe. Je le vis moins bien que les Indiens parce que j'ai vécu autre chose en France, et quand je vois que tout se délite en France sans que le mouvement ouvrier ou notre classe réagisse massivement, hormis des militants à la marge et quelques couches de travailleurs, j'ai du mal à contenir ma colère, car je ne sais que trop bien vers quoi nous allons. Je sais surtout que si les travailleurs du monde entier ne peuvent pas compter sur le mouvement ouvrier français et ses homologues en Europe, leur tradition révolutionnaire pour renouer avec le socialisme, il arrivera un jour où nous serons tous logés à la même enseigne, et ce ne sera pas vraiment une partie de plaisir vous pouvez me croire. J'ignore si vous imaginez l'énorme responsabilité qui pèse sur vous, pour un peu c'est le sort de l'humanité entière qui est entre vos mains. Non, ce n'est pas une déclaration du désespoir, disons un cri d'alarme.

A force de sous-estimer la capacité des exploités et des opprimés de s'adapter aux conditions d'existence les plus précaires ou extrêmes, on finit par en oublier qu'ils possèdent aussi la faculté de s'élever au-dessus de cette condition pour changer la société, et tout ce qu'on trouve à leur proposer consiste à améliorer leur quotidien pour mieux supporter leur condition comme s'ils y étaient condamnés à perpétuité, au lieu de leur permettre d'entrevoir l'espoir et la possibilité de changer radicalement la société et de mettre ainsi un terme définitif au sort infâme qu'on leur avait réservé, dès lors qu'ils prennent en mains leur destin ou qu'ils s'organisent.

Notre intervention dans la lutte des classes, notre conception de la lutte de classe devrait être subordonnée à cet unique objectif, qui a lui seul exprime toutes les contradictions de la situation actuelle, le déficit auquel fait face la civilisation humaine, qui n'est plus de développer les forces productives pour permettre aux

hommes de s'émanciper du règne de la nécessité, mais de faire prendre conscience aux exploités que les conditions objectives étant remplies pour y parvenir, ils ne pourront véritablement conquérir leur émancipation ou entrevoir le règne de la liberté aussi longtemps qu'ils ne se seront pas emparés du pouvoir politique pour orienter la société dans cette direction.

Cela fait déjà longtemps que j'ai affirmé que la construction du parti et élever le niveau de conscience politique des masses devraient être nos priorités absolues, qu'aucune concession sur ces objectifs ne devrait être admis, qu'aucun raccourci n'existerait pour y parvenir, qu'il faudrait compter uniquement sur nos forces et notre détermination pour vaincre nos ennemis. J'ai fourni des indications sur les moyens à employer pour atteindre ces objectifs, mener une lutte féroce contre l'oligarchie sur tous les plans, social, politique, idéologique, psychologique, ne jamais lui laisser le champ libre, le moindre répit, en armant les masses du glaive tranchant du matérialisme dialectique, méthode coïncidant avec le processus historique inconscient qui se déroule sous leurs yeux et qu'elles doivent saisir pour interpréter leur condition, la situation, pour cesser de subir l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui les conduit à la passivité, et finalement parvenir à rompre avec le capitalisme et ses institutions.

On peut soumettre n'importe quelle revendication ou n'importe quel objectif aux travailleurs, leur tenir un discours radical, s'il leur manque la méthode pour les interpréter sur un plan historique, jamais ils ne s'en saisiront ou alors ils les abandonneront à la première occasion, cela donnera des partis passoires tels qu'on les a connus jusqu'à présent.

Adopter un nouveau mode de penser prend du temps, beaucoup de temps en général, l'apprentissage est long, mais il peut être raccourci si on analyse chacune de nos idées ou de nos expériences, tout ce qui est soumis à notre réflexion sans concession, et pour pouvoir l'enseigner il faut le maîtriser à un haut niveau et faire preuve d'une intransigeance ou d'une rigueur absolue qu'on s'applique à soi-même, ce qui requiert beaucoup de modestie pour reconnaître nos propres erreurs ou faiblesses.

On concevra qu'en adoptant un mode de penser idéaliste, métaphysique, théologique, existentialiste, moraliste, empiriste, nihiliste, etc. on demeurera éternellement incapable d'interpréter la société ou le monde tels qu'ils existent réellement ou d'en prendre conscience, et donc d'agir pour les transformer.

Au départ, notre mode de penser est une combinaison de tous ces modes de penser, qui sont le produit de notre ignorance ou de notre inconscience, et la société est ainsi faite que nous allons être amenés à les cultiver tout au long de notre vie pour notre plus grand malheur. Cependant on peut en changer, car il n'existe dans ce domaine pas plus de fatalité que dans d'autres, puisqu'il suffit de remonter à l'origine des faits et de cerner dans quels rapports ils s'inscrivent, pour que leur enchaînement logique nous apparaissent aussi clairement que leur orientation sur laquelle nous pourrions agir. C'est ce qu'a théorisé le marxisme, d'où la haine que lui vouent nos ennemis.

L'ensemble de la matière et le comportement (y compris leurs idées) des hommes et des sociétés étant régis par les mêmes lois du mouvement, il suffit de les découvrir pour observer ensuite comment elles s'appliquent pour pouvoir modifier son propre comportement, ceux des hommes ou l'orientation de la société. Si l'homme est l'espèce ou la créature la plus évoluée de la matière, il lui reste encore à le prouver, et au stade de développement auquel il est parvenu, il est impératif qu'il en prenne conscience ou qu'il disparaisse.

On admet volontiers que pour accomplir certaines tâches il a fallu que le niveau de conscience des hommes progresse, mais dès qu'on veut appliquer ce principe aux conditions politiques, on nous rétorque que ce serait inutile ou que ce serait impossible, autant dire tout de suite que notre combat serait perdu d'avance ou que nous serions voués à l'esclavagisme ou au totalitarisme éternellement, ce qu'on se refuse d'admettre.

La situation actuelle se compose d'un ensemble de violentes contradictions poussées à l'extrême qui tendent à briser net le carcan qui nous étouffe, et pour peu qu'on les exploite, elles pourraient tourner à notre avantage, car elles conduisent à entrevoir la nécessité de faire table rase du passé dont la société nauséabonde est le produit.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

[Mystification internationale.](#)

Les lumières s'éteignent à travers le monde pour l'"Earth Hour" - AFP 31 mars 2019

De l'Opéra de Sydney à la Tour Eiffel en passant par l'Acropole, de nombreux monuments à travers le monde ont été plongés dans l'obscurité pendant une heure samedi pour l'"Earth Hour", opération planétaire désormais rituelle d'extinction des lumières destinée à mobiliser contre le changement climatique et pour la sauvegarde de la nature.

180 pays ont éteint les uns après les autres leurs feux entre 20h30 et 21h30 locales, au fil des fuseaux horaires.

Organisée par le WWF, cette mobilisation citoyenne, qui propose aussi à tout un chacun de faire la même chose, célèbre sa 13e édition. AFP 31 mars 2019

LVOG - Quand une ONG propose, les Etats de 180 pays s'exécutent ! Oui, parce qu'on ne peut pas imaginer que quelqu'un d'autre que le chef de l'Etat donnerait l'autorisation d'éteindre la Tour Eiffel, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est dire le pouvoir qu'ont acquis certaines ONG, qui ne sont rien d'autres que des officines de l'oligarchie.

Qui a dit ?

- *"L'Europe ne doit pas être plus un machin technocratique mais un nouveau centre démocratique. C'est là où les combats doivent se mener. On doit se doter de combattants qui vont se battre pour défendre les libertés publiques, se confronter aux députés du FN, de la Ligue du Nord (en Italie), d'Orban (en Hongrie), aux nationalistes slovaques".*

Réponse : Raphaël Glucksmann, le supporter fanatique de l'Euromaïdan et intime de BLH, le coup d'Etat réalisé par l'Otan et des milices néonazis. Il est sur la même longueur d'onde que Macron, l'extrême centre d'extrême droite.

- Européennes : Place publique, le pari citoyen de Raphaël Glucksmann - Le Parisien 29 octobre 2018

Avec Raphaël Glucksmann pour prendre la tête d'une liste aux européennes ? « Ce n'est pas du tout le sujet », balaie-t-on dans son entourage. Le Parisien 29 octobre 2018

Raphaël Glucksmann poison pilote de la pire réaction, l'Etat profond qui complotte contre tous les peuples.

Rappel.

- Raphaël Glucksmann a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

- Des chroniques, telle que « Et pourtant, je voterai Macron, par Raphaël Glucksmann » font flores, justifiant sa démarche de « stigmatiser » le « ni-ni » aujourd'hui, comme lors qu'il était « l'apanage d'une partie de la droite ». Sputnik 28.04.2017

- M. Glucksmann est un ancien membre du Cercle néoconservateur de l'Oratoire, tout comme Pierre-André Taguieff, ou aussi comme Bruno Tertrais ou Frédéric Encel. Ce Cercle a disposé, entre 2006 et 2008, d'une

revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak (des visionnaires ces gens là !). Et en 2008, elle a fait appel à un jeune contributeur, sorti de l'école 4 ans auparavant, pour "débattre" avec Pierre-André Taguieff : un certain Rudy Reichstadt. (...) c'était aussi un contributeur de la revue ProChoix de Caroline Fourest. (anticons.wordpress.com/ et wikipedia.org/wiki/Le_Meilleur_des_mondes_(revue)

Biographie sommaire ou effets d'arme de cette ordure masquée, consulter la causerie du 9 novembre 2018 : Qui est réellement Raphaël Glucksmann ? Un ultra réactionnaire déguisé en intellectuel de gauche.

- A Clermont-Ferrand, la première réunion publique de Glucksmann attise curiosité et sympathie - AFP 30 mars 2019

200 personnes selon l'AFP, combien en réalité ? Le club du 3e âge du PS ou la vieillesse est un naufrage.

- Rémi Villebessaix, militant PS de 75 ans
- Pascale Ressouche, sympathisante socialiste de 55 ans
- Une professeur d'allemand à la retraite
- Jean-Pierre, un autre retraité de 63 ans
- une autre dame âgée

Parmi le public l'AFP a quand même réussi à en dégouté un de 42 ans, Xavier Lebrun, un nom prédestiné !

Après avoir appelé à voter Macron et fustigé ceux qui s'y refusaient...

- Edwy Plenel à Emmanuel Macron : « Il faut descendre » (dans la rue - LVOG) LePoint.fr 30 mars 2019

C'est presque un appel à la révolution que lance Edwy Plenel dans son livre La Victoire des vaincus. Interrogé ce samedi 30 mars sur le plateau des Terriens du samedi, l'émission de Thierry Ardisson, « la moustache qui fait trembler la République » comme le présente le programme s'offre surtout une magnifique tribune. L'occasion pour lui de livrer sa vision du mouvement des Gilets jaunes comme de l'enquête menée par Mediapart sur l'affaire Alexandre Benalla.

L'ancien militant trotskiste, qui a commencé sa carrière dans la revue de la Ligue communiste révolutionnaire, est-il content de voir les Gilets jaunes battre le pavé chaque samedi depuis novembre ? « Je suis content, mais (...) je pense que si on croit ce qu'on raconte et ce que vous racontez toutes les semaines sur la catastrophe climatique (...) que le tout-vivant du monde est menacé, si on croit ce qu'on croit sur l'impossibilité d'un monde commun quand il y a une captation des richesses à ce point par une toute petite minorité, si on croit la nécessité, non pas de pouvoir autoritaire comme il y a de plus en plus un peu partout, y compris issus des urnes, mais d'une délibération démocratique, si on croit tout ça, comment on va l'obtenir ? » interroge Edwy Plenel. Une question à laquelle il répond en légitimant le mouvement. « On va pas l'obtenir parce qu'ils vont nous le donner. On va l'obtenir parce qu'[il y aura] des gens dans la rue, le plus massivement possible. »

Pour lui, le parallèle est à chercher de l'autre côté de la Méditerranée, dans le mouvement de contestation mené en Algérie contre Abdelaziz Bouteflika. « Ce qu'il faut souhaiter, c'est que les Gilets jaunes fassent comme le peuple algérien, avec autant d'humour, le plus massivement possible. » LePoint.fr 30 mars 2019

Bienvenu ! Un numéro d'illusionnisme du fakir Ruffin que Macron et ses conseillers devrait apprécier.

- "Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin

"Si on a un président de la République responsable, qui a la forme de sagesse qu'il demande aux manifestants, il doit négocier, être médiateur".

"Monsieur Macron pourrait être le bienvenu", a lancé François Ruffin, visiblement soucieux de trouver une issue aux attentes des gilets jaunes.

Le député de la Somme a insisté: "Il faut négocier, trouver des compromis et des solutions permettant de rétablir la paix dans ce pays le samedi et les autres jours. Je ne suis pas de ceux qui sont heureux que des Français tapent sur des Français tous les samedis, qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme".

"Il faut sortir de ça par des discussions et pas par de l'humiliation d'un camp ou de l'autre", a-t-il jugé. "C'est la position de médiateur que je réclame, que je souhaite et que je joue ici". Le HuffPost 29 mars 2019

François Ruffin est un charlatan. Tous les "Français" se valent selon lui quelle soit la classe à laquelle ils appartiennent ou qu'ils représentent, "qu'ils portent un gilet jaune ou l'uniforme", ce serait du pareil au même en somme, c'est ainsi que "l'humiliation d'un camp ou de l'autre" n'aurait aucune raison d'être, entre celui qui s'emploie à pourrir et briser des millions de vies innocentes et celui de leurs victimes aussi injustement et violemment traités, on ne pouvait guère trouver mieux comme justification à la collaboration de classes de LFI, "rétablir la paix dans ce pays", préserver l'ordre établi voilà ce que valent en dernière analyse leurs intentions.

« L'Ère du peuple » ou la démagogie éventée.

- Jean-Luc Mélenchon gagné par le doute - Le Parisien 30 mars 2019

La crise des Gilets jaunes révèle les contradictions du leader de la France Insoumise.

Que sont devenus les 7 millions d'électeurs convaincus par Mélenchon au premier tour de la présidentielle ? « C'est sûr qu'il nous faut renouer avec le message politique qui nous a permis d'atteindre près de 20 % des voix en 2017 », reconnaît le jeune député LFI, Ugo Bernalicis. La belle dynamique d'alors, autour du tribun Mélenchon, serein, brillant et sûr de l'utilité de son combat semble avoir fait long feu. Une vague brisée sur ce qui aurait pu constituer la mère de toutes les batailles pour La France Insoumise et son leader, la révolte des Gilets jaunes.

Le surgissement inattendu du « peuple » au cœur de la « lutte des classes » n'aurait-il pas dû marquer l'ultime étape d'une conquête du pouvoir amorcée il y a onze ans, lors de la rupture d'avec le Parti socialiste puis la création du Parti de gauche ? Jean-Luc Mélenchon, lui-même, n'avait-il pas théorisé dans « L'Ère du peuple » le rôle clé de cette classe moyenne auprès de la classe ouvrière ? Le Parisien 30 mars 2019

On aurait presque envie d'en rire tellement c'est grotesque. On a parfois eu la faiblesse d'être encore trop bon envers cet histrion du régime et son mouvement de bras cassés. Comme quoi il est préférable de s'en tenir fermement à nos principes au lieu de se fier à des militants un peu trop enclins à la conciliation.

L'épisode des Gilets Jaunes aura au moins eu le mérite de clarifier la situation et de confirmer mon analyse, à laquelle j'aurais mieux fait de me tenir en toute circonstance.

Parfois on nous adresse le reproche suivant : A quoi cela vous avance-t-il d'avoir raison tout seul, hein, dites-nous, à rien, c'est ridicule, bref, à les entendre il vaudrait mieux faire des concessions pour rejoindre le club des nuls, selon lesquels la révolution aurait été imminente pendant des décennies pour ensuite l'abandonner à force de ne rien voir venir, pour ensuite nous la ressortir quand finalement ou en réalité elle semble renvoyer à un futur indéterminé. Au lieu d'être le meilleur moyen de s'y préparer et d'y préparer les masses, en colportant de cruelles illusions qui allaient se traduire par un scepticisme et une démoralisation généralisée des masses, nous ne pouvions espérer atteindre un autre objectif.

Bravo collectivement de nous avoir conduit à la situation actuelle, vous avez fait preuve d'une perspicacité étonnante, d'une prédiction remarquable ! Si, si, d'ailleurs loin de moi l'idée d'essayer de vous convaincre du contraire, là aussi on est en pleine novlangue, vous avez le droit d'assumer ce pitoyable bilan et de considérer que c'est un grand succès, ce sera la seule chose que je vous accorderai.

Novlangue. Chacun à "la possibilité de choisir sa vie", c'est bien connu... quand on fait partie des nantis!

La régression sociale ou la précarité généralisée, le chômage de masse, la pauvreté, l'allongement du temps de travail, la détérioration des conditions de travail, les déserts médicaux, industriels, les atteintes aux

libertés individuelles et collectives, les LBD et les grenades de désenclavement, la répression policière et judiciaire féroce, la déconstruction du savoir ou la médiocratie, la décadence des mœurs et la prostitution servant d'échelle sociale à la méritocratie, la désinformation, la démagogie ou l'imposture en continue, la corruption, la guerre, etc. sont progressistes, révolutionnaires, et tout ce qui s'y oppose est archaïque, populiste, nationaliste, extrémiste, antisocial, antirépublicain, tyrannique...

- Européennes : On a demandé aux militants LREM ce que veut dire être "progressiste" - Le HuffPost 30.03

“Progressiste, c'est mieux que archaïque!”

« Le progressisme, c'est un objectif, une condition et une méthode. L'objectif de donner à chacun la possibilité de choisir sa vie. La condition, c'est de le faire ensemble. La méthode, c'est de toujours impulser le changement par la base », selon David Amiel ex-conseiller d'Emmanuel Macron.

“Le progressisme, c'est reconnaître que les choses ont changé. Et voir ces changements non pas comme quelque chose de dangereux, mais comme un fait qu'il faut prendre avec optimisme!”, résume Jean François-Pontet, coordinateur LREM Europe dans le Lot-et-Garonne, petit-fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères du même nom et sans aucun doute le plus enthousiaste “progressiste” que nous ayons rencontré. Le HuffPost 30.03

La macronnie entre doute et grand délire.

- La Macronie redoute les conclusions du grand débat national - Le Parisien 31 mars 2019

« Il ne faut pas que ce qui s'est passé après le 10 décembre se reproduise ! » s'alarme un député LREM en vue. À l'approche de la conclusion du grand débat mi-avril, l'appréhension gagne une partie des rangs de la majorité. Et si les « crânes d'œuf » et autres « experts » de la haute administration passaient les annonces du chef de l'Etat à la moulinette, comme cela avait failli être le cas après son intervention télévisée à 10 milliards d'euros du 10 décembre ?

Un ministre se souvient de réunions où les « technos » avaient critiqué l'augmentation de 100 euros promise par Emmanuel Macron aux smicards, la jugeant trop coûteuse et inapplicable sur le plan juridique : « C'était : il est bien gentil lui, mais il fait de la politique. Techniquement, ce n'est pas faisable ! »

À l'aube des annonces censées doucher la révolte des Gilets jaunes, un ministre – qui espère « des mesures un peu radicales et qu'on renverse la table » – redoute donc le pire : « La technostructure va chercher comment contre-arbitrer le président ». Un conseiller ministériel lâche même, clinique : « C'est dur de transformer le pays quand on a une opposition interne ».

Mais encore ? Certains épinglent le directeur de cabinet du Premier ministre, Benoît Ribadeau-Dumas, que ses détracteurs surnomment... « le Vatican ». « C'est lui le souci. Il ne comprend pas les gens, il pense que tous les Gilets jaunes sont à enfermer. Il trouve tout dangereux, c'est l'anti-macronisme par excellence », fustige un fidèle de Macron.

Un « textoteur du soir » du président embraye : « Ce n'est pas le Premier ministre le problème. Mais autour de lui, c'est la caricature de la haute fonction publique, pire qu'à l'Elysée ! » Certains macronistes en viennent même à regretter l'époque où Alexandre Benalla, chargé de mission au Palais, faisait appliquer les ordres du « patron » quand un conseiller de l'exécutif procrastinait...

Proche du chef de l'Etat, Daniel Cohn-Bendit balaie ces craintes : « Macron a été élu pour ne pas se soumettre à la technostructure, inshallah ! Il y a eu une erreur après le 10 décembre, c'est une leçon qu'il a comprise ». « Il va y veiller de toutes ses forces, il veut aller loin dans les mesures », promet le patron des sénateurs LREM et macroniste de choc, François Patriat.

« Emmanuel est persuadé qu'il va trouver les moyens de faire de la pédagogie. Il croit profondément que la raison va l'emporter, achève un intime. Il réfléchit et, le jour où il aura décidé, ce sera un Warrior. » 31 mars 2019

LVOG - Comment caractériser un type qui vous sort que plus il croit à ce qu'il pense, plus il aura de chance de l'imposer, alors qu'au même moment des indices sérieux et bien réels indiquent exactement le contraire ? C'est le type même du détraqué mental, du psychopathe.

Grâce à Macron et à LREM, nous allons tous faire des progrès rapides en psychologie pour mieux les combattre, c'est merveilleux.

L'alliance du sabre et du coffre-fort.

- Macron et Sarkozy, un duo bien au-delà de la photo - Le HuffPost 30 mars 2019

Luc Rouban voit dans cet ouvrage la confirmation de ce qu'il écrivait l'an passé. "Le macronisme est la combinaison d'un programme libéral classique avec une vision managériale de la politique", dit-il. Mais il voit une réelle distinction avec Nicolas Sarkozy. "Il s'assumait vraiment comme un homme de droite alors qu'une des limites du macronisme c'est que c'est devenu une politique de droite qui ne s'assume pas", analyse-t-il.

"Macron ne fait pas du Sarkozy: il applique jusqu'au bout ce qu'aurait dû faire le Sarkozy de 2007. C'est pour cela que je soutiens sa politique et ses arbitrages économiques, même si l'on n'est pas d'accord sur tout", salue Frédéric Lefebvre.

"La partie est plus simple pour Emmanuel Macron qui a des oppositions très affaiblies face à lui alors que Nicolas Sarkozy avait une gauche qui était encore très puissante", reprend Luc Rouban. Il pointe cependant un écueil: le clivage gauche droite finissant toujours pas réapparaître, le chef de l'État va devoir finir par s'afficher clairement. "On peut être pragmatique mais pour légitimer ses décisions, il faut s'appuyer sur des valeurs. Or, sur le terrain éthique, sur l'immigration ou le rapport à l'autorité, on ne peut pas être de gauche et de droite. Il faut faire un choix et la loi anticasseurs a montré qu'il s'est aligné sur la droite", conclut-il. Le HuffPost 30 mars 2019

LVOG - Ils avaient tout intérêt à avoir "*une gauche qui (...) encore très puissante*"... pour prendre le relais, sachant que Sarkozy serait honni des masses, la politique a horreur du vide dit-on. Hollande se chargerait de préparer le terrain à Macron en liquidant avec Valls le PS, mission accomplie, félicitation.

Ils ne sont plus à une supercherie ou un mensonge près.

- L'Elysée a tenté de disculper Benalla avec un montage vidéo trompeur - L'Express.fr 30 mars 2019

La présidence, et notamment Ismaël Emelien, aurait fait diffuser sur les réseaux sociaux deux vidéos dont l'une ne montrait pas le couple interpellé par Benalla.

Le Monde a révélé vendredi qu'Ismaël Emelien, qui a récemment démissionné de l'Elysée pour faire la promotion de son livre *Le progrès ne tombe pas du ciel*, aurait été partie prenante de la diffusion, dans la foulée des révélations du 18 juillet 2018, un montage vidéo trompeur pour disculper Alexandre Benalla. L'Express.fr 30 mars 2019

- Quand Benalla rafraîchit la mémoire d'Alexis Kohler ! - LePoint.fr 30 mars 2019

D'après des éléments réunis par Le Point, tout laisse penser qu'Alexis Kohler a effectivement omis une partie de la vérité. Contrairement à ce qu'il a affirmé au Sénat, Alexis Kohler a été averti dès le 2 mai par Alexandre Benalla des violences commises la veille. LePoint.fr 30 mars 2019

Gilets jaunes : acte XX.

Manifestation des "gilets jaunes" : le point sur la mobilisation en France, région par région - Franceinfo 30.03

Les «gilets jaunes» sont retournés dans la rue ce samedi 30 mars pour leur vingtième journée de mobilisation, en dépit des 27 arrêts d'interdiction de manifester dans plusieurs villes de France, face à la crainte de heurts.

Les "gilets jaunes" étaient de nouveau dans la rue, samedi 30 mars. Au total, 33 700 personnes ont manifesté partout en France, d'après le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 40 500 manifestants recensés le 23 mars. Les mobilisations ont fait 10 blessés légers parmi les forces de l'ordre et les manifestants, soit 13 fois moins que samedi 16 mars. A 17 heures, les forces de l'ordre avaient procédé au total à 103 interpellations, donnant lieu à 56 gardes à vue. Le point sur la mobilisation, région par région.

Île-de-France

A Paris, 4 000 "gilets jaunes" ont défilé, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. La manifestation s'est déroulée dans le calme malgré quelques tensions au moment de la dispersion du cortège, au Trocadéro. Sur la totalité de la mobilisation, 37 interpellations ont eu lieu, indique la préfecture de police de Paris. Les forces de l'ordre ont dressé 21 verbalisations pour tentative de pénétration dans le périmètre interdit. Par ailleurs, 14 485 contrôles préventifs ont été menés dans la capitale.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

A Avignon (Vaucluse), 250 manifestants ont tenté de rentrer dans le centre-ville, après avoir été repoussés en début d'après-midi au-delà des remparts. Au moins deux manifestants ont été légèrement blessés dans des affrontements avec les forces de l'ordre. La police a procédé à plusieurs interpellations. Des armes, des armes par destination (battes de baseball, machettes, lance-pierres...) et du matériel de défense (masques de hockey, casques...) ont été saisis.

A Nice, dans les Alpes-Maritimes, une marche a été organisée en soutien à Geneviève Legay, la militante d'Attac grièvement blessée samedi dernier place Garibaldi. Entre 200 et 300 personnes se sont dirigées vers l'hôpital Pasteur pour soutenir la militante qui y est toujours en soin.

Nouvelle-Aquitaine

En Gironde, à Bordeaux, 5 000 "gilets jaunes" ont bravé l'interdit en se rendant place de la Victoire. Des projectiles ont été lancés contre les forces de l'ordre dans le centre-ville, qui ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. En fin d'après-midi, le cortège, où se mêlaient des dizaines de black blocs, se diluait en petits groupes jouant au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, tentant de se regrouper dans une place non loin du centre-ville.

Bourgogne-Franche-Comté

A Dijon (Côte-d'Or), des "gilets jaunes" ont bloqué la gare SNCF. Plusieurs dizaines de personnes cagoulées et masqués faisaient partie du cortège. Plus d'une trentaine de minutes de retard ont été enregistrées pour certains trains. Il y a eu une interpellation.

Auvergne-Rhône-Alpes

Dans la Loire, à Saint-Etienne, 3 500 manifestants ont défilé. Des dégradations ont été constatées le long du cortège. Les manifestants ont mis le feu à un conteneur de chantier. Les forces de l'ordre ont bouclé le centre-ville de Saint-Étienne et la cité du Design. Un incendie a été allumé le long des voies de la ligne SNCF vers Firminy. Des casseurs s'en sont pris à une zone de chantier. La police a répliqué avec des tirs de LBD et de grenades lacrymogènes. Il y a eu 44 interpellations dont 11 gardes à vue. Quatre personnes ont été blessées dont un policier, touché à la main.

Bretagne

A Rennes (Ille-et-Vilaine), les "gilets jaunes" ont été pris en tenaille par les forces de l'ordre. Quelques moments de tensions ont eu lieu mais aucun débordement.

Grand-Est

A Epinal, dans les Vosges, 2 000 manifestants environ se sont rassemblés. Des "gilets jaunes" ont dressé des barricades et mis le feu à des poubelles. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène.

A Strasbourg, une poignée de "gilets jaunes" ont accompagné les 1 500 enseignants et parents d'élèves qui défilaient contre le projet de loi Blanquer.

Normandie

A Caen (Calvados), des "gilets jaunes" ont monté des barricades au pied du château.

À Lille, la préfecture du Nord avait interdit samedi, par arrêté, les «manifestations et rassemblements» de «gilets jaunes» dans «certaines rues du centre-ville». Malgré cela, entre 1000 et 2000 «gilets jaunes» ont défilé à Lille, empruntant un «itinéraire alternatif». Franceinfo et Le Figaro 30.03

- "Gilets jaunes" : les banques appellent à la fin des violences contre leurs agences - Franceinfo 30.03

Au total, plus de 760 établissements bancaires ont subi des dégradations depuis le début du mouvement de contestations des "gilets jaunes". Franceinfo 30.03

- Gilets jaunes: Éric Drouet annonce la poursuite du mouvement en avril - Le HuffPost 30 mars 2019

L'acte XX du mouvement des gilets jaunes ne sera visiblement pas le dernier. Interrogé lors de la manifestation à Bordeaux, ce samedi 30 mars, Éric Drouet a annoncé que d'autres rassemblements auraient lieu durant le mois d'avril.

"Tout le mois d'avril, ça va se passer comme ça, je crois qu'il y a un appel le 6 ou 7 avril à Lille aussi, après le 13 ou le 14 c'est à Toulouse, ensuite le 20 [ce sera à nouveau] Paris, etc", a indiqué la figure du mouvement de contestation.

[Le mouvement] durera le temps qu'il faudra", a-t-il complété. "Le temps que l'État réponde enfin à nos revendications. J'espère qu'il sera condamné pour toutes les fautes qu'il a commises depuis le début du mouvement, tant judiciaires, les violence policières même les jugements [qui ont eu lieu]". Le HuffPost 30 mars 2019

On se croirait au Brésil ! (lire pourquoi plus loin)

- Manifestante blessée à Nice: Avec «de nouvelles images», le procureur admet qu'un policier est responsable de la chute de Geneviève Legay - 20minutes.fr 29 mars 2019

Lundi, il affirmait que Geneviève Legay, la militante blessée à Nice samedi, n'avait « pas été touchée, par un agent de sécurité » avant sa chute. Ce vendredi après-midi, le procureur de la République de Nice a finalement admis le contraire, « après visionnages de nouvelles images, notamment de la vidéosurveillance, et leur analyse pixel par pixel ».

« Un fonctionnaire de police isolé et dépourvu de bouclier avait écarté du bras vers sa droite [Geneviève] Legay, provoquant ainsi la chute de cette dernière, a précisé Jean-Michel Prêtre. Ce policier qui avait déjà été entendu en début de semaine dans le cadre de l'enquête a rectifié ce [vendredi] matin son témoignage en admettant que la personne qu'il avait écartée de son chemin n'était pas un homme comme il l'avait déclaré initialement ». 20minutes.fr 29 mars 2019

- Manifestante blessée à Nice : le policier "n'a agi que dans le strict respect des ordres donnés", selon son avocat - franceinfo 30.03

L'avocat rappelle qu'il y a eu "trois sommations" pour que les manifestants se dispersent. "La charge policière qui s'en est suivie s'est déroulée très rapidement et mon client n'a pas utilisé d'arme", a-t-il précisé. Adrien Verrier affirme que son client n'a à aucun moment tenté de "dissimuler ses actes ni l'identité de la

personne avec laquelle il a été en contact". Le policier est "très affecté par les blessures causées à madame Legay", a-t-il précisé. franceinfo 30.03

Ils ont déjà cloné Macron.

- Zuzana Caputova, la Macron slovaque, élue présidente de son pays - Le Parisien 31 mars 2019

La militante anti-corruption obtient 58,38% des voix, selon les résultats portant sur 99,84% des bureaux de vote. Son rival Maros Sefcovic, commissaire européen soutenu par le pouvoir actuel, est crédité de 41,61% des voix.

Les analystes comparent Mme Caputova au président français Emmanuel Macron, un outsider arrivé au pouvoir en 2017 avec un programme réformiste.

"Une histoire similaire s'est déroulée à la dernière élection présidentielle en France, où le représentant d'une nouvelle tendance politique et un nouveau mouvement politique ont triomphé" lors de l'élection, a déclaré à l'AFP Aneta Vilagi.

« Cette campagne a montré que des valeurs telles que l'humanisme, la solidarité et la vérité sont importantes pour notre société », a déclaré Zuzana Caputova peu avant la publication du sondage, remerciant ses partisans et les membres de son équipe.

Les promesses électorales de la candidate, divorcée et mère de deux enfants, incluent la protection de l'environnement, le soutien aux personnes âgées et une réforme de la justice qui priverait "les procureurs et la police de toute influence politique".

Le président slovaque ne gouverne pas, mais il ratifie les traités internationaux et nomme les plus hauts magistrats. Il est aussi le commandant en chef des forces armées et dispose du droit de veto. Le Parisien 31 mars 2019

Brésil : Un coup d'Etat par jour.

- Brésil: une juge interdit la commémoration du coup d'Etat militaire de 1964 - AFP 29.03

Une juge brésilienne a interdit vendredi au gouvernement du président d'extrême droite Jair Bolsonaro de célébrer le 55e anniversaire du coup d'Etat militaire de 1964, indiquant que l'initiative était "incompatible" avec la Constitution. AFP 29.03

Dès le lendemain.

- Brésil : l'interdiction des commémorations du coup d'Etat de 1964 annulée en appel - Franceinfo 30.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Hezbollah salue l'unité retrouvée des Libanais face aux USA - Réseau Voltaire 28 mars 2019

Dans un discours télévisé, le 26 mars 2019, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a salué la position ferme des dirigeants libanais face aux États-Unis.

Le secrétaire d'État US, Mike Pompeo, s'était rendu au Liban, le 22 mars. Il avait rencontré les trois présidents et diverses autres personnalités. Il avait tenté d'obtenir leur appui pour un partage de la zone maritime d'exploitation pétrolière avec Israël, pour l'intervention de l'Etat dans le conflit occidental-syrien et bloquer le retour des réfugiés syriens chez eux. Or, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile et les accords de Taëf (1989), les dirigeants libanais de toutes tendances avaient fait front commun et défendu les intérêts de leur pays. Cette remarque vaut aussi bien pour le président chiite de l'Assemblée nationale Nabih Berri, pour le président sunnite du gouvernement Saad Hariri et pour le président chrétien de la République Michel Aoun, que pour les criminels de guerre Walid Jumblatt et Samir Geagea.

M. Nasrallah s'est félicité de l'intérêt porté par Washington à la Résistance libanaise. Il y a vu l'hommage du vice à la vertu. Il a démonté une à une toutes les accusations des États-Unis contre son mouvement.

Il a souligné deux faits nouveaux : - l'abandon par les États-Unis des mercenaires des Forces démocratiques syriennes ; une trahison qui conduit les alliés de Washington dans la région à réfléchir sur le sort qui leur est réservé. - le reniement du vote des États-Unis au Conseil de sécurité sur la souveraineté syrienne du plateau du Golan ; un revirement qui atteste désormais de l'impuissance de l'Organisation des Nations unies à dire le droit international.

En complément. Le massacre continue.

- Gaza : manifestations massives à la frontière israélienne, quatre morts - Le Parisien 30 mars 2019

Algérie

- Les Algériens dans la rue après un appel au départ du président par ses fidèles - AFP 29 mars 2019

Les Algériens ont à nouveau défilé en masse vendredi, jugeant insuffisante la proposition du chef d'état-major d'écarter le président Abdelaziz Bouteflika, dernière tentative en date du régime de calmer plus d'un mois de contestation en Algérie.

A Alger, une foule immense, scandant notamment "le peuple veut que vous partiez tous!", a saturé les rues du centre-ville sur plusieurs kilomètres, en ce premier jour de week-end, devenu jour de manifestations massives depuis le 22 février.

Pour ce sixième vendredi consécutif, les Algériens - hommes et femmes de tous âges - ont également manifesté très nombreux, parfois en famille, dans le reste du pays, selon les images diffusées à la télévision nationale et sur les réseaux sociaux.

Aucun chiffre officiel n'est disponible mais des sources sécuritaires ont fait état de "centaines de milliers de manifestants" à Alger et recensé des marches d'ampleurs diverses dans 44 des 48 wilayas (préfectures) du pays.

La mobilisation a été sensiblement similaire à celles des trois semaines précédentes, jugées exceptionnelles par les analystes et les observateurs.

Les cortèges se sont dispersés, sans incident signalé, en fin d'après-midi.

Mardi, le général Gaïd Salah, personnage-clé du pouvoir, a proposé la mise en oeuvre de mécanismes constitutionnels pour écarter le chef de l'Etat, dont il est un fidèle indéfectible depuis que l'intéressé l'a nommé en 2004 chef d'état-major de l'armée.

Il a entraîné dans son sillage nombre de figures du camp présidentiel.

Mais le général Gaïd Salah est lui-même devenu vendredi la cible directe des manifestants qui, interrogés par l'AFP, disent souhaiter le départ de l'ensemble du régime et pas seulement celui du chef de l'Etat.

"Gaïd Salah, complice du système", indiquait une affiche. "Bouteflika tu partiras, emmène Gaïd Salah avec toi!", ont également scandé les manifestants à Alger, ou "FLN dégage", en référence au Front de libération nationale, formation du président Bouteflika et ancien parti unique qui domine la vie politique depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962.

Le président du Conseil de la Nation (chambre haute du Parlement), Abdelkader Bensalaha, appelé à assurer l'intérim si M. Bouteflika quitte le pouvoir, est lui aussi devenu une tête de turc des manifestants, dont certains brandissaient son portrait souligné de l'injonction "Dégage!".

Amine, 45 ans, a pris la route aux aurores depuis Béjaïa (180 km à l'est d'Alger) pour manifester dans la capitale. "Nous sommes là pour lancer un dernier appel à ce pouvoir: Prenez vos bagages et partez!", dit-il.

Les dirigeants algériens "nous prennent pour des cons", estime de son côté Samir, vétérinaire de 40 ans. "Après chaque manifestation, on nous sort un nouveau truc pour essayer de nous calmer. Mais nous on veut qu'ils partent tous, il n'y a que ça pour nous calmer."

Le cortège, où dominaient comme chaque vendredi les couleurs du drapeau national --vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant rouges--, chantait en chœur l'hymne national, mais aussi le refrain de "La liberté", chanson du rappeur algérien Soolking, dédiée au mouvement populaire.

Durant la semaine, Ahmed Ouyahia --encore Premier ministre il y a moins d'un mois-- et son Rassemblement national démocratique (RND), pilier de la majorité présidentielle au côté du FLN, ont lâché sans scrupule M. Bouteflika, suivis d'Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de la principale centrale syndicale, l'UGTA, forte de millions d'adhérents.

Sans rompre publiquement son allégeance, le patron des patrons algériens, Ali Haddad, proche du chef de l'Etat, a démissionné de la présidence du Forum des chefs d'entreprises (FCE), principale organisation patronale devenue au fil des ans un instrument de soutien politique au chef de l'Etat.

Aux côtés du FLN, le RND, l'UGTA et le FCE avaient bruyamment fait campagne durant des mois pour que le chef de l'Etat brigue un 5e mandat à la présidentielle initialement prévue le 18 avril, une candidature qui a poussé des millions d'Algériens à sortir dans la rue. Seul le FLN n'a pas encore déserté, mais les dissidences s'y font de plus en plus entendre, à un mois de l'expiration - le 28 avril - du mandat de M. Bouteflika, alors que la présidentielle a été reportée sine die.

Plusieurs soutiens de la contestation, comme l'avocat Mustapha Bouchachi ou la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), s'opposent à la mise en oeuvre, proposée par le général Gaïd Salah, de l'article 102, activé en cas de démission ou de "maladie grave et durable" du chef de l'Etat.

Le processus prévoit des délais trop courts pour garantir une présidentielle libre et transparente, explique notamment la LADDH, qui dénonce un "ultime subterfuge" du pouvoir "pour perpétuer le système décrié et rejeté par le peuple".

A Alger, un manifestant brandissait une affiche où il était écrit: "102, ce numéro n'est plus en service, veuillez contacter le peuple", une boutade fidèle à l'humour dont font preuve les manifestants depuis le début de la contestation.

Sur une grande banderole, on pouvait aussi lire: "Nous demandons l'application de l'article 2019. Vous partez tous!". AFP 29 mars